



POUVOIR JUDICIAIRE

C/11301/2022-CS

DAS/153/2022

**DECISION**

**DE LA COUR DE JUSTICE**

**Chambre de surveillance**

**DU VENDREDI 8 JUILLET 2022**

Recours (C/11301/2022-CS) formé en date du 30 juin 2022 par **Madame A**\_\_\_\_\_, domiciliée \_\_\_\_\_ (Genève), comparant en personne.

\* \* \* \* \*

Décision communiquée par plis recommandés du greffier  
du **8 juillet 2022** à :

- **Madame A**\_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_.
- **TRIBUNAL DE PROTECTION DE L'ADULTE  
ET DE L'ENFANT.**

Pour information à :

- **Direction de la Clinique B**\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_.

Vu, **EN FAIT**, la procédure et les pièces;

Vu l'ordonnance DTAE/3995/2022 rendue le 21 juin 2022 par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, laquelle déclare recevable le recours formé le 15 juin 2022 par A\_\_\_\_\_, née le \_\_\_\_\_ 1972, contre la décision médicale du 13 juin 2022 ordonnant son placement à des fins d'assistance (ch. 1 du dispositif), le rejette et rappelle que la procédure est gratuite (ch. 2 et 3);

Attendu que ladite ordonnance a été communiquée à A\_\_\_\_\_ pour notification le 21 juin 2022;

Vu le recours formé le 30 juin 2022 par A\_\_\_\_\_, comparant en personne, contre cette ordonnance à la Chambre de surveillance de la Cour de justice;

Vu le courriel du 5 juillet 2022 de A\_\_\_\_\_, transmis le 6 du même mois à la Chambre de surveillance de la Cour de justice, laquelle retire son recours du 30 juin 2022 formé contre l'ordonnance précitée;

Vu la transmission du 7 juillet 2022 par A\_\_\_\_\_ de son courriel du 5 juillet 2022 dûment signé par ses soins, en original;

Considérant, **EN DROIT**, que toute transaction, tout acquiescement et tout désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art. 241 al. 2 CPC);

Que le tribunal raye l'affaire du rôle (art. 241 al. 3 CPC);

Que de même, si la procédure prend fin pour d'autres raisons sans avoir fait l'objet d'une décision, elle est rayée du rôle (art. 242 CPC);

Qu'il sera en l'espèce pris note du retrait dudit recours;

Que la cause sera donc rayée du rôle;

Que la procédure est gratuite (art. 22 al. 4 LaCC).

\* \* \* \* \*

**PAR CES MOTIFS,  
La Chambre de surveillance :**

Prend acte du retrait du recours formé le 30 juin 2022 par A\_\_\_\_\_ contre l'ordonnance DTAE/3995/2022 rendue le 21 juin 2022 par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant dans la cause C/11301/2022.

Raye la cause du rôle.

Dit que la procédure est gratuite.

**Siégeant :**

Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, *présidente ad interim*; Mesdames Verena PEDRAZZINI RIZZI et Paola CAMPOMAGNANI, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière.

**Indication des voies de recours :**

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral - 1000 Lausanne 14.*